



# CERCLE CONDORCET

D'AIX-EN-PROVENCE

[cerclecondorcetaix@free.fr](mailto:cerclecondorcetaix@free.fr)

<http://cerclecondorcetaix.over-blog.com>

## Conférence d'Eric Heyer

Comme dans la plupart des pays développés, l'impact économique de la crise bancaire et financière est considérable en France. L'activité – mesurée par le PIB – a baissé, depuis le premier trimestre 2008, de 3,2 %. Les dernières évolutions semblent indiquer que le processus de dégradation de l'activité est terminé, à l'exception, parmi les grands pays, du Royaume-Uni et de l'Espagne. Cependant, le rebond de l'activité reste limité, et il ne permettrait pas de retrouver, loin de là, les niveaux d'activité observés au début de l'année 2008.

Outre cette marche d'escalier sur la production, la crise laisse des déficits très importants, dus en partie aux mesures délibérées pour lutter contre la spirale dépressive (plans de relance entre autres) et à l'impact de la réduction d'activité sur les recettes fiscales. Là encore, les chiffres attestent de l'ampleur de la crise.

Dans les trimestres à venir, le marché du travail et les évolutions de l'emploi vont entretenir le processus dépressif : après s'être effondrée de plus de 3 % en l'espace d'un an, la productivité marchande a connu depuis le deuxième trimestre 2009 un rebond insuffisant pour combler le retard accumulé. Cela contribuera à la poursuite de la dégradation du marché du travail : les destructions d'emplois dans le secteur marchand s'élèveront à 800 000 au cours des années 2009 et 2010 et le nombre de chômeurs atteindra 3 millions fin 2010, soit un taux de chômage de 10,6 %.

La trace de la crise sur les finances publiques sera sensible à un horizon plus lointain : la crise a eu un impact mécanique sur les recettes des administrations publiques tandis que les dépenses ont été gonflées par les dépenses sociales (chômage, pauvreté) et différentes mesures de politique économique de l'Etat. Si le relais de l'endettement public au désendettement des agents privés a permis d'éviter une dépression plus profonde et a ainsi limité la contraction de l'activité, il a conduit à une dégradation de la situation des finances publiques. Le déficit public atteindra 8,7 % en 2010 et la dette brute des

administrations publiques (au sens de Maastricht) 84,4 % du PIB soit 16,3 points de PIB de plus qu'en 2008.

Dans ce contexte, le choix d'une stratégie de sortie de la crise est critique. Réduire rapidement les déficits publics permettrait de contrôler l'évolution de la dette des APU en point de PIB. L'impact de cette réduction rapide du déficit sur la croissance serait dramatique, symétrique de la limitation de la récession par le creusement des déficits publics. La réduction d'activité rendrait plus difficile la réduction de la dette publique en point de PIB et aura comme effet joint un haut niveau de chômage pendant plusieurs années. Cette réduction du déficit public diminuerait ainsi la charge future par la moindre augmentation de la dette des APU, mais traduirait par du chômage le prix à payer maintenant. Elle pourrait avoir des conséquences à court et moyen terme en reportant les déficits de l'agent public sur ceux des agents privés. En dégradant les bilans déjà fragiles d'entreprises ou de banques, les effets à court terme pourraient être considérables – enclenchant un multiplicateur budgétaire supérieur à 1 – d'autant que les stratégies nationales ont de grandes chances d'être identiques d'un pays à l'autre et donc de voir leurs effets récessifs se multiplier.

Une activité réduite pendant quelques années pourrait également avoir des conséquences de long terme sur la trajectoire de croissance potentielle, soit par l'hystérèse du marché du travail, soit par le biais de canaux plus indirects (R&D, infrastructures, etc...). Le plus sage serait donc d'attendre que l'économie ait retrouvé sa trajectoire de croissance antérieure pour s'engager dans une politique de ré-équilibre des finances publiques, définie par exemple par la stabilité du ratio dette publique sur PIB.

Comme dans la plupart des pays développés, l'impact économique de la crise bancaire et financière est considérable en France. L'activité – mesurée par le PIB – a baissé, depuis le premier trimestre 2008, de

3,2 %. Les dernières évolutions semblent indiquer que le processus de dégradation de l'activité est terminé, à l'exception, parmi les grands pays, du Royaume-Uni et de l'Espagne. Cependant, le rebond de l'activité reste limité, et il ne permettrait pas de retrouver, loin de là, les niveaux d'activité observés au début de l'année 2008.

Outre cette marche d'escalier sur la production, la crise laisse des déficits très importants, dus en partie aux mesures délibérées pour lutter contre la spirale dépressive (plans de relance entre autres) et à l'impact de la réduction d'activité sur les recettes fiscales. Là encore, les chiffres attestent de l'ampleur de la crise.

Dans les trimestres à venir, le marché du travail et les évolutions de l'emploi vont entretenir le processus dépressif : après s'être effondrée de plus de 3 % en l'espace d'un an, la productivité marchande a connu depuis le deuxième trimestre 2009 un rebond insuffisant pour combler le retard accumulé. Cela contribuera à la poursuite de la dégradation du marché du travail : les destructions d'emplois dans le secteur marchand s'élèveront à 800 000 au cours des années 2009 et 2010 et le nombre de chômeurs atteindra 3 millions fin 2010, soit un taux de chômage de 10,6 %.

La trace de la crise sur les finances publiques sera sensible à un horizon plus lointain : la crise a eu un impact mécanique sur les recettes des administrations publiques tandis que les dépenses ont été gonflées par les dépenses sociales (chômage, pauvreté) et différentes mesures de politique économique de l'Etat. Si le relais de l'endettement public au désendettement des agents privés a permis d'éviter une dépression plus profonde et a ainsi limité la contraction de l'activité, il a conduit à une dégradation de la situation des finances publiques. Le déficit public atteindra 8,7 % en 2010 et la dette brute des administrations publiques (au sens de Maastricht) 84,4 % du PIB soit 16,3 points de PIB de plus qu'en 2008.

Dans ce contexte, le choix d'une stratégie de sortie de la crise est critique. Réduire rapidement les déficits publics permettrait de contrôler l'évolution de la dette des APU en point de PIB. L'impact de cette réduction rapide du déficit sur la croissance serait dramatique, symétrique de la limitation de la récession par le creusement des déficits publics. La réduction d'activité rendrait plus difficile la réduction de la dette publique en point de PIB et aura comme effet joint un haut niveau de chômage pendant plusieurs années. Cette réduction du déficit public diminuerait ainsi la charge future par la moindre augmentation de la dette des APU, mais traduirait par du chômage le prix à payer maintenant. Elle pourrait avoir des conséquences à court et moyen terme en reportant les déficits de l'agent public sur ceux des agents privés. En dégradant les bilans déjà fragiles d'entreprises ou de banques, les effets à court terme pourraient être considérables – enclenchant un multiplicateur budgétaire supérieur à 1 – d'autant que les stratégies nationales ont de grandes chances d'être identiques d'un pays à l'autre et donc de voir leurs effets récessifs se multiplier.

Une activité réduite pendant quelques années pourrait également avoir des conséquences de long terme sur la trajectoire de croissance potentielle, soit par l'hystérèse du marché du travail, soit par le biais de canaux plus indirects (R&D, infrastructures, etc...). Le plus sage serait donc d'attendre que l'économie ait retrouvé sa trajectoire de croissance antérieure pour s'engager dans une politique de ré-équilibre des finances publiques, définie par exemple par la stabilité du ratio dette publique sur PIB.